

Procès-Verbal du Conseil Municipal

Séance du Jeudi 2 Juillet 2015

20h30 – Salle du Conseil Municipal



L'an deux mille quinze, le jeudi 2 juillet à 20h30, le Conseil Municipal, légalement convoqué s'est réuni à la Mairie de Marolles en Brie, salle du Conseil Municipal, en séance publique, pour délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour, sous la présidence de :

Madame Christine GUILLETTE, Maire de Marolles en Brie

Etaient présents MM les Conseillers Municipaux, lesquels forment la majorité des membres en exercice et peuvent délibérer valablement, en exécution de l'article L 2121-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

ETAIENT PRÉSENTS :

M. Jean-Claude DARCY, M. Patrick CHANUT, Mme Brigitte JOULOT VIBRAC, M. Bernard ANDRÉ, M. Frédéric WEISS, Mme Florence BERTHEAU, M. Patrick MOIREAU et Mme Christine CASSUS.

ONT DONNÉ POUVOIR :

M. Frédéric DEVARREWAERE à Mme Christine GUILLETTE

ABSENTS NON EXCUSÉS : Mme Florence RICHARD

<u>Nombre de Conseillers Municipaux</u> En exercice : 11 Présents : 9 Votants : 10

Date de convocation : le 23 juin 2015

Date d'affichage : le 23 juin 2015

SECRÉTAIRE DE SÉANCE :

Conformément à l'article L 2541-6 du Code général des collectivités territoriales, M. Frédéric WEISS a été élu pour remplir les fonctions de secrétaire de séance.

ORDRE DU JOUR

I - APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL

✓ Approbation du procès-verbal de la séance du 12 juin 2015.

Le procès-verbal de la séance du Vendredi 12 juin 2015, préalablement transmis aux conseillers municipaux est adopté sans observation, à l'unanimité.

II – PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)

1 – **Délibération N°2015-07/32** : Prescription de l'élaboration du PLU

VU le Code de l'Urbanisme, et notamment les articles L 111-1 et suivants, L 121-1 et suivants, L 123-1 et suivants et R 123-1 et suivants,

VU l'article L 300.2 du Code de l'Urbanisme concernant la concertation,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

DÉCIDE de prescrire l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme sur l'ensemble du territoire communal,

DIT que les objectifs poursuivis sont :

- Satisfaire les obligations des lois Grenelle 1 et 2 et d'intégrer les dispositions de la loi ALUR,
- Définir un développement modéré et cohérent avec les infrastructures de la commune,
- Maîtriser et organiser l'urbanisation tant à l'échelle du village que des divers écarts (hameaux, bâtis isolés) tout en favorisant la construction dans les secteurs pourvus de l'assainissement collectif,
- Adopter un règlement adapté au secteur pétrolier,

DÉCIDE d'ouvrir la concertation préalable à cette élaboration du document d'urbanisme,

DIT que la concertation associant les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées dont les représentants de la profession agricole, se fera sous la forme :

- de la mise à disposition d'un cahier de concertation qui permettra à chacun de communiquer ses remarques,
- de la mise à disposition des principales étapes du projet,
- d'une réunion publique de présentation du projet suivie de débats,
- d'une information sous forme de brochure,

INVITE le Maire à prendre toutes les dispositions pour que les études soient confiées à un cabinet d'urbanisme compétent.

DIT que la présente délibération sera notifiée par le Maire :

- à M. le Préfet
- à M. le Président du Conseil Régional
- à M. le Président du Conseil Départemental
- à M. le Président de la Communauté de Communes du Pays de Coulommiers
- à M. le Président du Syndicat Mixte du Bassin de Vie de Coulommiers en charge du S.Co.T.
- à M. le Président du Parc Naturel Régional Brie et Deux Morins
- à M. le Président de la Chambre d'Agriculture,
- à M. le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie,
- à M. le Président de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat,
- à M. le Président de l'Institut National des Appellations d'Origine,
- à M. le Président du Centre Régional de la Propriété Forestière,
- à M. ou Mme le Maire de Choisy-en-Brie, Chevru, Amillis, Chailly-en-Brie, Saint-Siméon
- à M. le Président du Syndicat mixte pour l'Aménagement et la Gestion des Eaux du bassin des Deux Morins
- à M. le Président de l'association Seine-et-Marne Environnement.

III – FINANCES LOCALES

2 – *Délibération N°2015-07/33 : Décisions modificatives*

Mme le Maire, rapporte qu'il est nécessaire de modifier le Budget Assainissement, Considérant qu'une décision modificative du budget assainissement s'impose, le Conseil Municipal vote :

- Chapitre 65 compte 658 en + 10€
Chapitre 011 compte 628 en – 10€
- Chapitre 040 Compte 2813 en + 80€
Chapitre 040 Compte 2815 en – 80€
- Ouverture de crédit
- Chapitre 040 compte 1391 en Dépense 16 131,87 €
Chapitre 042 compte 777 en Recette 16 131,87 €

Le Conseil Municipal adopte à l'unanimité la décision modificative du Budget Assainissement.

Mme le Maire rapporte qu'il est nécessaire de modifier le Budget de la commune, Considérant qu'une décision modificative du Budget de la commune s'impose, le Conseil Municipal vote :

- Ouverture de crédit
- Chapitre 040 compte 28041 en Recette 9 350 €
Chapitre 042 compte 681 en Dépense 9 350 €

Le Conseil Municipal adopte à l'unanimité la décision modificative du Budget de la commune.

IV - QUESTIONS DIVERSES

- *Madame Florence Richard – 2^{ème} adjointe*

Mme le Maire informe que Mme Florence Richard est absente de son poste de 2^{ème} adjointe depuis le 26 avril 2015 et n'a donné aucunes explications. De ce fait, à compter du 1^{er} juillet 2015, l'arrêté des délégations de fonction de Mme Florence RICHARD est rapporté. Elle ne percevra plus ses indemnités de fonction à compter de cette date.

- *Changement du photocopieur*

Mme le Maire informe que la mairie va être équipée d'un nouveau photocopieur pour remplacer l'ancien afin d'être opérationnel pour la dématérialisation.

Ce photocopieur sera multifonctions (imprimante, photocopieur couleur et noir, fax, scanner recto-verso, A4 et A3).

Un contrat de location sera mis en place et couvrira la maintenance ainsi que les cartouches d'encre couleurs et noir pour 325 €/trimestre.

Le Conseil Municipal est favorable pour la reprise gratuite de l'ancienne imprimante.

- *SDESM : borne électrique*

Le SDESM propose aux communes l'installation d'une borne de rechargement pour les véhicules électriques et de bénéficier d'une subvention. L'électricité sera payée par l'utilisateur via une carte d'abonnement. L'emplacement choisit par le Conseil Municipal sera sur le parking de la salle des fêtes.

- *Diagnostic énergétique*

Le SDESM propose un diagnostic énergétique gratuit pour les établissements publics.

Le Conseil Municipal est favorable à ce diagnostic pour la salle des fêtes et la salle informatique.

- *Eclairage public*

Une demande de prix va être demandée pour installer l'éclairage public sur le hameau de Malnoue.

- *Potelet de Mérignac*

Le potelet endommagé par la société WIAME sera remplacé.

- *Borne incendie*

Suite aux travaux de l'eau par le SNE, les bornes à incendie aux hameaux de Bois St Georges et de Malnoue seront changées pour être conforme aux normes des pompiers (1600 €).

Une partie de la route sera refaite.

- *Notaire : Maison Mercier 23, rue du Cèdre*

Mme le Maire a déposé le dossier chez le notaire. Des propositions d'achats seront envoyées aux principaux intéressés.

Parallèlement des estimations par des agences immobilières seront demandées.

- *RPI*

Les TAP sont maintenus pour la rentrée 2015-2016. Une économie de 2h par semaine sera réalisée sur Dagny en regroupant l'ensemble des enfants pour l'Anglais. L'une des deux ATSEM se chargera de cette même matière chez les petits.

- *M. Frédéric WEISS demande quel type de toiture pour la rénovation d'un toit ?*

D'après le POS, il doit remettre à l'identique à savoir des tuiles de pays.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est clôturée à 22h.



Fait et délibéré en séance, les, jour, mois et an susdits.